

Une voix pour la paix

Gisèle Turcot

Numéro 763, mars 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68509ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

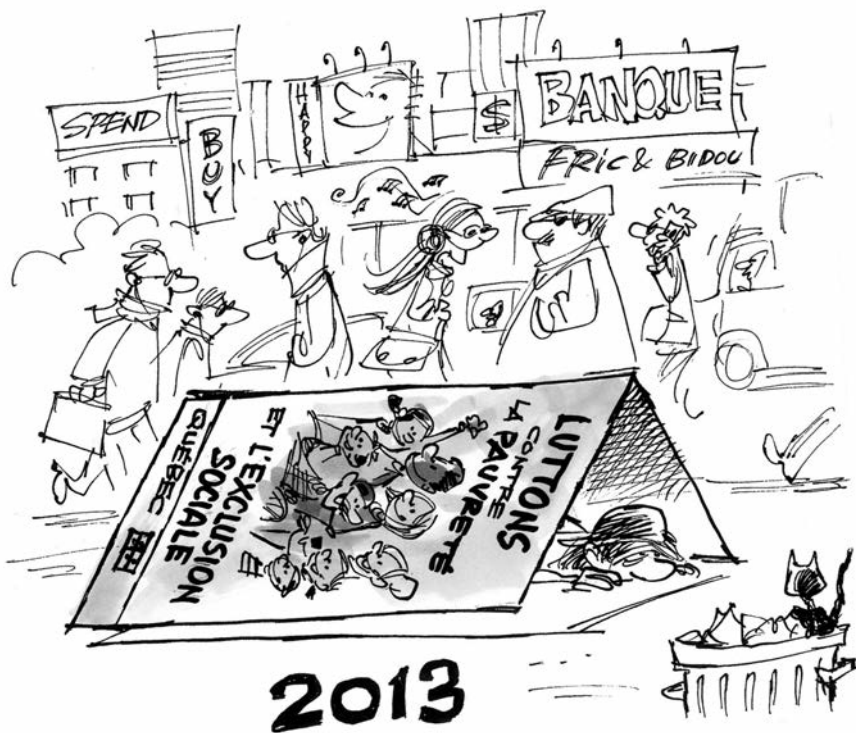
0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Turcot, G. (2013). Une voix pour la paix. *Relations*, (763), 5–6.



Il faut donc admirer le courage des personnes en situation de pauvreté devant l'adversité, leur détermination à s'en sortir et leur résistance face aux préjugés, au mépris et à l'indifférence. Cependant, la sympathie ne suffit pas : une indignation agissante et solidaire devant la pauvreté et les inégalités sociales doit devenir contagieuse. Elle peut et doit gagner le gouvernement afin qu'il accepte de fixer le seuil minimal de revenu à ce qu'il faut pour assurer une subsistance convenable (nourriture, habillement, transport, logement, etc.). Ce seuil était de 15 478 \$ en 2011, sujet à indexation. Le gouvernement doit en outre prévoir les mesures et l'échéancier pour y arriver. L'élimination de la pauvreté passera par des gestes politiques courageux et, surtout, réalisables. Rêvons logique! ●

Jacques Goldstyn

Une voix pour la paix

Le 50^e anniversaire de *Pacem in terris* est l'occasion de rappeler toute son actualité.

GISÈLE TURCOT

Le 11 avril 1963 paraissait l'encyclique *Pacem in terris* du pape Jean XXIII. Déjà, quelques mois après son élection, il avait surpris le monde entier en proposant la tenue d'un concile œcuménique pour réformer l'Église. Cette fois, en pleine guerre froide, il surprenait encore en adressant, non seulement aux catholiques, mais à

tous les hommes de bonne volonté, une pressante invitation à rassembler leurs forces pour établir «la paix entre toutes les nations, fondée sur la vérité, la justice, la charité, la liberté». Son message fut relayé par les médias du monde entier et commenté dans les universités. Au Québec, *Relations* et *L'Action nationale* lui consacrèrent un numéro entier et les Éditions du Jour chargèrent Claude Ryan d'en faire la préface.

Cinquante ans plus tard, que retenir de ce vibrant appel à la paix sur Terre? Tout d'abord un style de communication empreint d'ouverture au dialogue, dans le respect des croyances et des cultures, qui exclut toute forme de discrimination et de domination : plus de peuples dominateurs et de peuples dominés. Puis, une théologie qui reconnaît les signes des temps dans trois événements de l'époque : la lutte des travailleurs pour leurs droits économiques et sociaux; l'entrée des femmes dans la vie publique; l'aspiration des peuples naguère colonisés à l'indépendance politique. Tout cela repose

L'auteure est membre
de Pax Christi/
Antennes de paix



sur une conception de la personne, en tant que sujet de droits et de devoirs, qui oblige l'autorité publique à promouvoir le bien commun dans le respect de la dignité humaine, de la justice (surtout envers les plus vulnérables) et même à une solidarité efficace entre nations.

En clair, Jean XXIII amène l'Église à exprimer son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et légitime autant les institutions démocratiques nationales que le rôle de l'Organisation des Nations unies dans la promotion de la paix entre les peuples. Une paix qui réclamait le désarmement total, mettant un terme à la prolifération des armes nucléaires – une prise de position opposée à la doctrine de la dissuasion, de l'équilibre de la terreur – alors qu'en octobre 1962, la crise des missiles de Cuba avait exposé le monde à une catastrophe. Pour Jean XXIII, pas de paix possible sans la collaboration de tous.

Depuis 50 ans, quelles avancées ou quels reculs observons-nous sur le chemin qui mène à la paix? C'est la question que s'est posé le groupe de Pax Christi à Montréal en préparant un ouvrage collectif sous la direction de Gregory Baum, à l'occasion du 50^e anniversaire de *Pacem in terris*. Des problématiques persistantes requièrent une attention particulière: l'assujettissement du monde du travail aux ambitions des banquiers et des actionnaires; l'accroissement des écarts entre riches et pauvres, foyer propice à l'éclosion de multiples conflits; la dignité humaine, celle des femmes en particulier, dégradée par la traite humaine et l'industrie de la publicité sexiste. Sans oublier l'urgence de la question écologique, le détournement des politiques d'immigration et de l'aide publique au développement vers des intérêts économiques privés et la militarisation du Canada à l'encontre d'une tradition de maintien de la paix.

Les réclamations des peuples autochtones, des populations du monde arabe, celles des Indignés et des étudiants pour obtenir justice témoignent, entre autres, qu'un autre monde

est possible. Comme le rappelait Jean XXIII, on peut avoir confiance en l'être humain puisque Dieu a déposé en sa conscience un sens inné de sa propre valeur et de l'harmonie du monde, d'où sa capacité à subordonner ses intérêts personnels et collectifs aux exigences de la solidarité envers la famille humaine.

À l'heure du renversement de perspectives que le gouvernement conservateur impose, entre autres, en matière de coopération internationale, un pas-

sage de *Pacem in terris* vaut son pesant d'or: «Les communautés politiques économiquement développées, dans leur action multiforme d'assistance aux pays moins favorisés, sont tenues de reconnaître et de respecter les valeurs morales et les particularités ethniques de ceux-ci, et de s'interdire à leur égard le moindre calcul de domination.» Cette voix gagnerait à être entendue du gouvernement... ●

Solidarité avec la Palestine

Le Forum social mondial sur la Palestine a été l'occasion de consolider le soutien international aux droits du peuple palestinien.

MOULOUD IDR

Le Forum social mondial (FSM) Palestine libre s'est tenu à Porto Alegre, au Brésil, du 27 novembre au 1^{er} décembre dernier. Près de 3000 personnes y ont participé, venues de 37 pays, dont plusieurs centaines de Palestiniens. Neuf personnes composaient la délégation québécoise, coordonnée par la Coalition pour la justice et la paix en Palestine.

Ce forum a permis d'ouvrir une autre brèche dans le mur du silence érigé par la «communauté internationale» autour du peuple palestinien. En effet, ladite communauté internationale – qui se confond surtout avec la volonté des grandes puissances – se fait trop souvent complice des politiques d'Israël depuis des décennies. Elle a presque toujours appuyé l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens et les politiques d'apar-

theid. Elle laisse Israël violer systématiquement et impunément le droit international et les droits humains du peuple palestinien.

Les objectifs de ce forum ont été atteints. Il y avait d'abord celui de fournir un espace ouvert pour débattre, dialoguer et mettre au point des stratégies et des campagnes de solidarité efficaces et durables pour infléchir la politique de domination israélienne. À cet égard, la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) a été identifiée comme une action capitale à consolider. Celle-ci apparaît de plus en plus comme une stratégie unitaire des mouvements sociaux. Elle doit être généralisée, intensifiée et accélérée pour isoler Israël sur la scène internationale, comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, et forcer son gouvernement à respecter le droit international.

L'auteur, responsable du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi, était de la délégation québécoise au FSM Palestine libre